

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.301/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 5 avril 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg le 15 mai 2003", a donné le 27 avril 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

*

* *

Dispositif

Articles 8 et 9 du Protocole

Les articles 8 et 9 du Protocole introduisent dans la Convention européenne pour la répression du terrorisme un nouvel article 12 et un nouvel article 13 relatifs à l'adoption des amendements. Ces articles appellent les observations suivantes.

1. Le nouvel article 12 de la Convention, qui concerne les amendements généraux, dispose, en son paragraphe 3, que

"Tout amendement adopté conformément au paragraphe précédent entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties ont notifié au Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté".

.../...

En l'absence de disposition en sens contraire, cette acceptation sera soumise, comme pour n'importe quel traité, aux règles constitutionnelles de chaque Partie, et donc, pour la Belgique, à l'article 167, § 2, de la Constitution qui dispose que

"Le Roi conclut les Traités (...). Ces Traités n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des chambres".

2. Le nouvel article 13 de la Convention, qui concerne les amendements à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, dispose, en son paragraphe 4, que

"Si moins d'un tiers des États contractants a notifié une objection, l'amendement entre en vigueur pour les États contractants qui n'ont pas formulé d'objection".

Il en résulte que la Belgique pourrait être liée par l'amendement et que ce dernier pourrait -semble-t-il- avoir effet en droit interne sans que les chambres législatives y aient donné leur assentiment. Cela signifie qu'en donnant assentiment au Protocole, les chambres législatives sont appelées à donner anticipativement leur assentiment à d'éventuels amendements ultérieurs.

Comme l'a rappelé notamment l'avis 37.900/VR, donné le 25 janvier 2005, sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux amendements à l'Accord relatif à

l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, «INTELSAT», adoptés à Washington le 17 novembre 2000" :

"Il peut être admis que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci¹.

(1) Cass., 19 mars 1981, Arr. Cass., 1980-1981, p. 808; Pas., 1981, I, n° 417; J.T., 1982, pp. 565 à 567, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N; C.E., section de législation, not. avis 33.510/3, donné le 28 mai 2002, sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (Doc. parl., Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48); 33.627/3, donné le 26 novembre 2002, sur l'avant-projet devenu le décret "houdende instemming met de overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische trekkende watervogels en de bijlagen 1, 2 en 3, ondertekend in Den Haag op 29 oktober 1999" (Doc., Vl. parl., 2002/2003, n° 1606/1, p. 12); 35.503/3, donné le 1^{er} juillet 2003, sur l'avant-projet de loi "portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux polluants organiques persistants et aux Annexes, fait à Aarhus le 24 juin 1998"; 35.590/3, donné le 30 septembre 2003, sur l'avant-projet devenu le décret "houdende instemming met het akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap en de regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de regering van de Franse republiek, anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend in Brussel op 16 september 2002" (Doc., Vl. parl., 2003/2004, n° 2116/1, p. 19); 35.595/3, donné le 11 juillet 2003, sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 5 décembre 2003 portant assentiment à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eaux migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye le 15 août 1996 (Doc. parl., C.R.B.C., 2002/2003, n° A-458, p. 11); 35.753/1/V, donné le 19 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 26 mars 2004 "houdende instemming met het protocol bij het verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, met bijlagen, ondertekend in Aarhus op 24 juni 1998" (Doc., Vl. parl., 2003/2004, n° 1977/1, p. 13); 35.792/2/V, donné le 20 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (Doc., C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10); 35.796/2/V, donné le 20 août 2003, sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention Internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires, faite à Londres, le 5 octobre 2001, ainsi qu'à ses annexes, (Doc., C.R.W., 2003/2004, n° 572/1, p. 22); 36.168/1, donné le 11 décembre 2003, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Australie, signé à Canberra le 20 novembre 2002"; 36.169/1, donné le 11 décembre 2003, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République des Philippines, signé à Manille le 7 décembre 2001"; 36.170/1, donné le 11 décembre 2003, sur l'avant-projet de loi "portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001".

Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, § 2, de la Constitution, il faut néanmoins que les Chambres législatives connaissent "les limites dans lesquelles il est donné"².

En l'espèce, les amendements concernés sont uniquement ceux relatifs à la liste des traités mentionnés au paragraphe 1 de l'article 1^{er}. L'article 13 fixe les règles de procédure selon lesquelles les amendements peuvent intervenir. Ces règles prévoient notamment que les États contractants peuvent notifier une objection à l'amendement, auquel cas ils ne seront pas liés par ce dernier.

Dans ces conditions, l'assentiment anticipé peut être admis. Il y a lieu, à cette fin, de compléter l'avant-projet par une disposition expresse rédigée comme suit :

"Les amendements à la Convention européenne pour la répression du terrorisme qui seront adoptés en application de l'article 9 du Protocole, précité, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet".

3. Les observations qui précèdent n'enlèvent rien au fait qu'en application de l'article 13 de la Convention, il est possible que celle-ci fasse l'objet de modifications sur lesquelles, le cas échéant, les assemblées législatives fédérales ne peuvent marquer leur accord.

Afin de permettre aux assemblées législatives fédérales de notifier au Gouvernement qu'elles n'approuvent pas un amendement adopté par le Comité des ministres, il a lieu de compléter le projet par une disposition prévoyant l'obligation pour

(2) En ce sens, C.E., section de législation, not. avis 26.355/9, donné le 2 juillet 1997, sur l'avant-projet devenu la loi du 11 avril 1999 portant assentiment au Mémorandum d'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud concernant la coopération au développement signé, à Bruxelles le 16 mars 1995, (Doc. parl., Sénat, 1998-1999, n° 1-1168/1, p. 13); 33.510/3 et 33.627/3 précités; 34.368/2, donné le 17 février 2003, sur l'avant-projet devenu la loi du 11 mars 2004 portant assentiment au Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, adoptée par l'Organisation mondiale des douanes le 25 septembre 1974, fait à Bruxelles le 26 juin 1999, (Doc. parl., Sénat, 2003/2004, n° 260/1, p. 45); 35.503/3, 35.590/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 et 36.170/1 précités.

le Gouvernement de leur communiquer, dans un délai déterminé, tout amendement adopté par le Comité des ministres conformément à l'article 13 de la Convention, ce qui permettra aux assemblées législatives fédérales et au Roi de prendre attitude quant aux suites qu'ils réserveront à l'amendement.

4. L'assentiment anticipé aux amendements qui seraient adoptés selon la procédure prévue à l'article 13 de la Convention, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui découle de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces modifications pour qu'elles produisent leurs effets en droit interne.

L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge ³.

L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objection si l'Accord, qui sera publié au Moniteur belge, avait lui-même prévu les formes dans lesquelles ces modifications seront publiées ⁴.

En conséquence, il y aura lieu de publier au Moniteur belge les amendements futurs à la Convention.

(3) Cass., 11 décembre 1953, Pas., 1954, I, p. 298; 19 mars 1981, précité.

(4) Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. HAUBERT et C. DEBROUX, "L'application du droit international par le juge administratif", A.P.T., 1998, p. 95).

Article 12 du Protocole

Contrairement à ce que mentionne l'exposé des motifs, la formulation de la réserve devra être adaptée afin de tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article 13 (qui devient l'article 16) de la Convention.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.301/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 april 2005 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme, gedaan te Straatsburg op 15 mei 2003", heeft op 27 april 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

*
* *

Dispositief

Artikelen 8 en 9 van het Protocol

Bij de artikelen 8 en 9 van het Protocol worden in het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme een nieuw artikel 12 en een nieuw artikel 13 ingevoegd betreffende het aannemen van wijzigingen. Die artikelen geven aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het nieuwe artikel 12 van het Verdrag, dat betrekking heeft op algemene wijzigingen, bevat een lid 3 dat als volgt luidt:

"Iedere overeenkomstig het bovenstaande lid aangenomen wijziging treedt in werking dertig dagen nadat alle Partijen de Secretaris-generaal in kennis hebben gesteld van hun aanvaarding ervan."

.../...

Bij ontstentenis van andersluidende bepaling, zullen voor de aanvaarding ervan, net als voor de aanvaarding van welk verdrag ook, de grondwettelijke regels van elke Partij gelden, en dus voor België artikel 167, § 2, van de Grondwet, welke bepaling als volgt luidt:

"De Koning sluit de verdragen (...). Deze verdragen hebben eerst gevolg nadat zij de instemming van de Kamers hebben verkregen".

2. Het nieuwe artikel 13 van het Verdrag, dat betrekking heeft op de wijzigingen van artikel 1, eerste lid, bevat een lid 4 dat als volgt luidt:

"Indien minder dan eenderde van de Verdragsluitende Staten kennisgeving hebben gedaan van bezwaar, treedt de wijziging in werking voor de Verdragsluitende Partijen die geen kennisgeving van bezwaar hebben gedaan".

Daaruit volgt dat België gebonden zou kunnen zijn door de wijziging en dat die wijziging - blijkbaar - in intern recht gevolgen zou kunnen hebben zonder dat de Wetgevende Kamers hun instemming hebben betuigd. Zulks betekent dat als de Wetgevende Kamers instemmen met het Protocol, zij geacht worden bij voorbaat in te stemmen met eventuele latere wijzigingen.

Vroeger reeds is op het volgende gewezen, inzonderheid in advies 37.900/VR, dat op 25 januari 2005 is uitgebracht over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de wijzigingen aan de Overeenkomst inzake de Internationale

Organisatie voor Satellietcommunicatie «INTELSAT», aangenomen te Washington op 17 november 2000":

"Aanvaard kan worden dat in bepaalde omstandigheden de Wetgevende Kamers hun voorafgaande instemming kunnen betuigen met een verdrag of met een wijziging ervan¹.

(1) Cass., 19 maart 1981, Arr. Cass., 1980-1981, blz. 808; Pas., 1981, I, nr. 417; J.T., 1982, blz. 565 tot 567 en noot van J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N; RvS, afdeling Wetgeving, inz. advies 33.510/3, op 28 mei 2002 verstrekt over het voorontwerp van wet dat is geworden de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (Parl. St., Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 33.627/3, op 26 november 2002 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet "houdende instemming met de overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische trekkende watervogels en de bijlagen 1, 2 en 3, ondertekend in Den Haag op 29 oktober 1999" is geworden (Parl. St., Vl. parl., 2002/2003, nr. 1606/1, blz. 12); advies 35.503/3, op 1 juli 2003 verstrekt over het voorontwerp van wet "houdende instemming met het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, en met de Bijlagen, gedaan te Aarhus op 24 juni 1998"; advies 35.590/3, op 30 september 2003 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet "houdende instemming met het akkoord tussen de regering van het Koninkrijk België, de Vlaamse regering, de regering van de Franse Gemeenschap en de regering van het Waalse Gewest, enerzijds, en de regering van de Franse republiek, anderzijds, inzake de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen en lokale openbare lichamen, ondertekend in Brussel op 16 september 2002" is geworden (Parl. St., Vl. parl., 2003/2004, nr. 2116/1, blz. 19); advies 35.595/3, op 11 juli 2003 verstrekt over het voorontwerp dat de ordonnantie van 5 december 2003 "houdende instemming met de Overeenkomst inzake de bescherming van Afrikaans-Euraziatische watervogels, ondertekend op 15 augustus 1996 in Den Haag" is geworden (Parl. St., B.H.R., 2002/2003, nr. A-458, blz. 11); advies 35.753/1/V, op 19 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat het decreet van 26 maart 2004 "houdende instemming met het protocol bij het verdrag betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake persistente organische stoffen, met bijlagen, ondertekend in Aarhus op 24 juni 1998" is geworden (Parl. St., Vl. parl., 2003/2004, nr. 1977/1, blz. 13); advies 35.792/2/V, op 20 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (Parl. St., W. Gew. R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 35.796/2/V, op 20 augustus 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met de Internationale Conventie inzake de controle op schadelijke aangroeiwerende systemen op schepen, gesloten te Londen op 5 oktober 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (Parl. St., W. Gew. R., 2003/2004, nr. 572/1, blz. 22); advies 36.168/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en Australië, ondertekend te Canberra op 20 november 2002"; advies 36.169/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek der Filippijnen, ondertekend te Manilla op 7 december 2001"; advies 36.170/1, op 11 december 2003 verstrekt over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001".

Wil een zodanige voorafgaande instemming bestaanbaar zijn met artikel 167, § 2, van de Grondwet, dan moeten de Wetgevende Kamers op zijn minst weten 'binnen welke grenzen ze wordt verleend'²".

In casu zijn de wijzigingen in kwestie alleen die welke betrekking hebben op de lijst met verdragen in artikel 1, eerste lid. In artikel 13 worden de procedureregels bepaald volgens welke in die lijst wijzigingen kunnen worden aangebracht. In die regels wordt inzonderheid bepaald dat de Verdragsluitende Staten kennis kunnen geven van een bezwaar tegen de wijziging, in welk geval ze door die wijziging niet gebonden zullen zijn.

In die omstandigheden kan voorafgaande instemming worden aanvaard. Daartoe dient het voorontwerp te worden aangevuld met een als volgt luidende uitdrukkelijke bepaling:

"De wijzigingen van het Europees Verdrag tot bestrijding van terrorisme die met toepassing van artikel 9 van het voormelde Protocol worden aangenomen en tegen de aanneming waarvan België zich niet verzet, zullen volkomen gevolg hebben".

3. De voorgaande opmerkingen doen niets af aan het feit dat het met toepassing van artikel 13 van het Verdrag mogelijk is dat in dat Verdrag wijzigingen worden aangebracht waarmee de federale Wetgevende Vergaderingen in voorkomend geval hun instemming niet kunnen betuigen.

Teneinde de federale Wetgevende Vergaderingen in staat te stellen de Regering ter kennis te brengen dat ze niet akkoord gaan met een wijziging die door het

(2) Zie in die zin RvS, afdeling wetgeving, inz. advies 26.355/9, op 2 juli 1997 verstrekt over een voorontwerp dat is geworden de wet van 11 april 1999 houdende instemming met het Memorandum van Overeenkomst over de ontwikkelingssamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika, ondertekend te Brussel op 16 maart 1995 (Parl. St., Senaat, 1998-1999, nr. 1-1168/1, blz. 13); de voornoemde adviezen 33.510/3 en 33.627/3; advies 34.368/2, op 17 februari 2003 verstrekt over het voorontwerp dat is geworden de wet van 11 maart 2004 houdende instemming met het Protocol tot wijziging van de Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en harmonisatie van douaneprocedures, door de Werelddouaneorganisatie aangenomen op 25 september 1974, gedaan te Brussel op 26 juni 1999 (Parl. St., Senaat, 2003-2004, nr. 260/1, blz. 45); de voornoemde adviezen 35.503/3, 35.590/3, 35.595/3, 35.753/1/V, 35.792/2/V, 35.796/2/V, 36.168/1, 36.169/1 en 36.170/1.

Comité van Ministers is aangenomen, dient het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de verplichting voor de Regering om hen binnen een bepaalde termijn iedere wijziging die het Comité van Ministers overeenkomstig artikel 13 van het Verdrag aanneemt, mee te delen, waardoor de federale Wetgevende Vergaderingen en de Koning een standpunt kunnen innemen omtrent het gevolg dat ze aan die wijziging zullen geven.

4. De voorafgaande instemming met wijzigingen die volgens de procedure vervat in artikel 13 van het Verdrag zouden worden aangenomen, houdt geen afwijking in van de verplichting voortvloeiend uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die wijzigingen bekend te maken in het Belgisch Staatsblad opdat ze in het interne recht uitwerking kunnen hebben.

Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vormen te bepalen waarin de wetten en verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze bindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt die grondwetsbepaling naar analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers verklaard dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad ³.

Dat geen bekendmaking in het Belgisch Staatsblad heeft plaatsgehad, zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien het Protocol, dat in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt, zelf de vormen had bepaald waarin die wijzigingen moeten worden bekendgemaakt ⁴.

(3) Cass., 11 december 1953, Arr. Verbr., 1954, blz. 252; voornoemd arrest van 19 maart 1981.

(4) Regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen immers bindend worden verklaard in het interne recht doordat ze zijn bekendgemaakt in het publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, en wel op basis van de bedingen vervat in de desbetreffende verdragen (B. HAUBERT en C. DEBROUX, "L'application du droit international par le juge administratif", APT, 1998, blz. 95).

Bijgevolg moeten latere wijzigingen in het Verdrag bekendgemaakt worden in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 12 van het Protocol

Anders dan in de memorie van toelichting wordt vermeld, zal de formulering van het voorbehoud aangepast moeten worden teneinde rekening te houden met de nieuwe redactie van artikel 13 (dat artikel 16 wordt) van het Verdrag.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. QUERTAINMONT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS